

**Assemblée générale**

Distr. générale
30 août 2022
Français
Original : arabe

**Conférence sur la création au Moyen-Orient
d'une zone exempte d'armes nucléaires
et d'autres armes de destruction massive****Troisième session**

New York, 14-18 novembre 2022

**Document d'information présenté par la République arabe
syrienne à la troisième session de la Conférence sur la création
au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires
et d'autres armes de destruction massive**

La République arabe syrienne souhaite formuler des observations au sujet de deux points figurant dans le document de référence établi par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) daté du 10 septembre 2021 et présenté à la deuxième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sous la cote [A/CONF.236/2021/BD.1](#).

**Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes
chimiques et de l'Organisation des Nations Unies (paragraphe 44 et 45)**

Le Mécanisme en question, dont le mandat a pris fin, a manqué de professionnalisme dans ses méthodes de travail. Il a mené des enquêtes à distance et a appuyé ses travaux sur des sources ouvertes et des informations communiquées par des organisations terroristes et leurs affiliés tels que les Casques blancs. En outre, il a enfreint les règles énoncées dans la Convention concernant le prélèvement d'échantillons et la garde permanente. Les conclusions tirées par le Mécanisme n'étaient donc pas crédibles et n'ont pas été acceptées par le Conseil de sécurité, qui n'a pas renouvelé le mandat du Mécanisme, dont les travaux ont officiellement pris fin en novembre 2017. Pour ces raisons, la République arabe syrienne rejette les résultats des travaux menés par ce Mécanisme et ne les accepte pas.

Équipe d'enquête et d'identification (paragraphe 46 et 47)

La République arabe syrienne fait observer qu'après l'échec du Mécanisme conjoint d'application, plusieurs États connus pour leur hostilité à l'égard de la République arabe syrienne ont œuvré afin que soit adopté, dans le cadre de l'OIAC, un mécanisme chargé d'identifier les responsables de l'emploi d'armes chimiques, bien qu'aucune disposition de la Convention n'autorise l'Organisation à le faire. Sur la base de l'instrumentalisation et de l'interprétation biaisée des dispositions de la



Convention, le 27 juin 2018, la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques a adopté, en procédant à un vote sous la pression de plusieurs États, la décision C-SS-4/DEC.3, qui n'avait pas de légitimité étant donné que les membres de l'Organisation étaient profondément divisés sur la question et que moins de la moitié d'entre eux ont appuyé le texte. Par cette décision sans légitimité, le Directeur général a été autorisé à créer au sein du Secrétariat technique une équipe d'enquête et d'identification, chargée d'identifier les responsables de l'emploi d'armes chimiques, ce qui constitue un dangereux précédent dans l'histoire de l'Organisation.

L'OIAC, une organisation technique dont le travail se limite à vérifier la présence ou l'emploi de produits chimiques toxiques, s'est substituée au Conseil de sécurité en confiant un mandat d'identification des auteurs de l'emploi de produits chimiques toxiques, ce qui porte clairement atteinte au mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.

À ce jour, l'Équipe a publié deux rapports, fondés sur les rapports manquant de professionnalisme de la mission d'établissement des faits et élaborés selon les mêmes méthodes de travail discutables, reposant entièrement sur des sources ouvertes qui diffusent des informations erronées et sont soutenues par des services de renseignement hostiles à la Syrie ou des informations trompeuses fournies par des organisations terroristes telles que les Casques blancs.

Dès la création de l'Équipe, la République arabe syrienne et plusieurs autres États parties ont déclaré qu'ils n'en reconnaissaient pas la légitimité, n'auraient aucun contact avec elle et n'accepteraient pas les résultats de ses enquêtes. Les États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ont créé l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques afin de réaliser l'objet et le but de la Convention et de veiller à l'application de ses dispositions. L'OIAC ne doit donc pas établir de rapports non fiables, ni être un outil de diffusion d'informations inventées ou déformées. Ses activités, à caractère technique, ne doivent pas non plus devenir un instrument politique dont certains États occidentaux se servent pour s'en prendre à d'autres États.
